



Syndicat Mixte des Ordures Ménagères de la Vallée de Chevreuse

Chemin Départemental 118
91978 COURTABOEUF Cedex
Tél. : 01 64 53 30 00

MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES ET SERVICES

PIECE N° 0 : REGLEMENT DE CONSULTATION

Relatif à :

**INSTALLATION ET EXPLOITATION D'UN DISTRIBUTEUR DE BOISSONS CHAUDES
POUR LE SIOM DE LA VALLEE DE CHEVREUSE**

Date limite de remise des offres : LUNDI 21 MARS 2022 à 12h00

ARTICLE 1. OBJET DE LA CONSULTATION

Le présent accord-cadre concerne la mise à disposition, l'installation et l'exploitation d'un distributeur de boissons chaudes pour le SIOM de la Vallée de Chevreuse, à Villejust (91).

Le SIOM, syndicat mixte des ordures ménagères regroupant 21 communes, comprend 36 agents. Il offre deux consommations par jour à ses agents et aux invités (5 personnes par semaine en moyenne).

Le présent accord-cadre est rémunéré sur la base du prix des boissons rapporté à la quantité réellement consommée mensuellement.

Il s'agit donc d'un accord-cadre à prix unitaires et à bons de commande, en application de l'article R 2362-8 du code de la commande publique, les minimum et maximum sont déterminés en montants, comme suit :

- montant minimum annuel : 0 € HT
- montant maximum annuel : 5 000 € HT

ARTICLE 2. MODALITES DE LA CONSULTATION

Article 2.1. Procédure

La présente procédure est régie par le code de la commande publique.

La présente consultation fait l'objet d'une procédure adaptée, conformément à l'article L 2123-1 et R 2123-1 du code de la commande publique.

Article 2.2. Allotissement

La présente consultation ne fait pas l'objet d'un allotissement au sens de l'article R2113-1 du Code de la commande publique.

Article 2.3. Contenu du Dossier de Consultation des Entreprises

Le dossier de consultation contient les pièces suivantes :

- 1 – Le présent règlement de la consultation (RC);**
- 2 - L'Acte d'Engagement (A.E.) et son annexe, le Bordereau de Prix Unitaires (BPU) ;**
- 3 - Le Cahier des Clauses Administratives et Techniques Particulières (C.C.A.T.P.) n°22.005**

Article 2.4. Modifications des conditions de la consultation

Le SIOM se réserve le droit d'apporter, au plus tard six jours avant la date limite fixée pour la remise des candidatures et des offres, des modifications au dossier de consultation. Ces modifications n'altéreront pas les éléments substantiels du marché.

Article 2.5. Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous les renseignements ou documents complémentaires qui leur seraient nécessaires pour établir leur offre, les opérateurs économiques devront faire parvenir au plus tard **huit jours** avant la date limite de remise des offres, une demande écrite à :

SIOM de la Vallée de Chevreuse

Service des marchés publics

CD 118

91978 COURTABOEUF

Courrier électronique : marchespublics@siom.fr

Les questions peuvent également être posées directement par le biais de la plateforme

dématérialisée, à l'adresse suivante :

<https://siom-vallee-chevreuse.e-marchespublics.com/>

Article 2.6. Variantes

L'offre de base est obligatoire : elle comprend uniquement deux tarifs (un préférentiel et un normal) quel que soit le type de boissons.

Les variantes sont autorisées. Elles portent sur le prix des boissons : possibilité de proposer des tarifs différents selon le type de boissons en gardant la distinction tarif préférentiel/tarif normal.

Article 2.7. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 90 jours à compter de la date limite de remise des offres.

Article 2.8. Groupement d'entreprise

Dans le cadre de cette consultation, les entreprises sont autorisées à déposer leur offre sous forme de groupement.

Chaque entreprise constituant le groupement doit, dès le stade de la candidature, produire l'intégralité des documents exigés dans la première enveloppe, à l'exception de la lettre de candidature (DC1) remplie par le seul mandataire et signée par toutes les entreprises. Tout dossier incomplet ou non signé pourra entraîner le rejet de la candidature ou du groupement institué.

Le mandataire du groupement doit être identifié dans l'acte d'engagement ainsi que dans la lettre de candidature (DC1).

Les offres sont signées soit par l'ensemble des entreprises groupées, soit par le mandataire s'il justifie des délégations nécessaires pour représenter ces entreprises au stade de la passation du marché. Un même prestataire ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché.

Si l'offre d'un groupement est retenue, ce dernier se devra de se constituer en groupement solidaire.

Les candidats qui présentent une offre à titre individuel ne sont pas autorisés à déposer une autre offre à titre de groupement.

L'appréciation des capacités professionnelles, techniques et financières du groupement est globale et non individualisée par membre.

ARTICLE 3. CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DU MARCHE

Article 3.1. Forme du marché

Il s'agit d'un accord-cadre à prix unitaires et à bons de commande, en application de l'article R 2362-8 du code de la commande publique, les minimum et maximum sont déterminés en montants, comme suit :

- montant minimum annuel : 0 € HT
- montant maximum annuel : 5 000 € HT

Article 3.2. Caractéristiques principales du marché

Durée du marché : L'accord-cadre est conclu pour une durée allant de la mise en service du distributeur au 31 décembre 2022. Il pourra être reconduit d'année

en année du 1^{er} janvier au 31 décembre, par tacite reconduction, dans la limite de quatre ans au total, à compter de la mise en service du distributeur, le titulaire ne pouvant refuser la reconduction.

Descriptif des prestations : voir le CCATP n°22.005

Prix : L'euro sera l'unité de compte utilisée pendant l'exécution du marché.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales et parafiscales frappant la prestation ainsi que toutes les dépenses afférentes à son exécution.

Article 3.3. Lieu d'intervention

SIOM de la Vallée de Chevreuse
Chemin Départemental 118
91978 Courtaboeuf Cedex.

Local « cuisine » en rez-de-chaussée du bâtiment administratif du SIOM

ARTICLE 4. JUGEMENT DES CANDIDATURES

Les candidatures sont jugées au regard de la fourniture des documents et renseignements suivants :

- Au titre de la capacité juridique et financière :
 - le formulaire DC1 (ou équivalent) dûment renseigné et signé par une personne habilitée,
 - le formulaire DC2 (ou équivalent) dûment renseigné, et ses annexes précisant les garanties professionnelles, financières et techniques,
 - tout document, extrait K Bis ou autre, permettant de s'assurer que le signataire des pièces du marché est habilité à engager sa société (et délégation de pouvoir si nécessaire),
 - une attestation d'assurance relative aux activités exercées en cours de validité pour l'année en cours,
 - en cas de redressement judiciaire, une copie du jugement autorisant la société à poursuivre son activité,

Depuis le 1er avril 2018, le SIOM accepte le Document unique de marché européen, DUME, électronique transmis par les entreprises candidates aux marchés publics. Le DUME remplace les formulaires suivants : Formulaire DC1 : Lettre de candidature, Formulaire DC2 : Déclaration du candidat, Formulaire DC4 : Présentation d'un sous-traitant ou acte spécial utilisés pour répondre à un marché public.

Le DUME est téléchargeable sur la plateforme <https://siom-vallee-chevreuse.e-marchespublics.com/>

Si l'une des pièces de candidature mentionnées ci-dessus était manquante, le pouvoir adjudicateur a la faculté de demander au(x) candidat(s) concerné(s) de compléter leur dossier en accordant un délai identique pour tous. Ce délai ne saurait excéder 10 jours.

ARTICLE 5. CONTENU DE L'OFFRE

L'offre est constituée de :

- **L'acte d'engagement et son annexe, le BPU,**
- **La note méthodologique** établie par le candidat, indiquant notamment :
 - Le mode opératoire et les délais d'installation,
 - les boissons proposées et leur volume en indiquant lesquelles sont issues du commerce équitable,

- la méthodologie de maintenance et les délais d'intervention,
- **Des échantillons des boissons proposées** et une séance de dégustation pourra être organisée si nécessaire.

ARTICLE 6. JUGEMENT DES OFFRES

Conformément à l'article R2152-7 du Code de la Commande publique, l'offre retenue sera l'offre économiquement la plus avantageuse.

L'offre sera appréciée en fonction des critères suivants :

- 1. Prix : 55%**
- 2. Valeur technique de l'offre : 45%, sous pondérés comme suit :**
 - a. Le mode opératoire et les délais d'installation : 10 points
 - b. Les boissons proposées et leur volume : 20 points
 - c. La méthodologie de maintenance et les délais d'intervention : 10 points
 - d. Prise en compte d'exigences environnementales au sein de l'entreprise : 5 points

Les prix sont ceux indiqués au BPU joint en annexe à l'acte d'engagement.

La valeur technique de l'offre sera appréciée au regard de la note méthodologique que le candidat doit établir.

Pour mémoire, le **soumissionnaire auquel il sera envisagé d'attribuer le marché** devra produire dans un délai de 7 jours à compter de la notification l'informant de l'attribution du marché, les pièces mentionnées audit article, notamment :

- Celles qui sont prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail ;
- Si l'attributaire est établi en France, les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales ou un état annuel des certificats reçus (*ou le formulaire NOTI2 dûment signé par les autorités compétentes*).
- Si l'attributaire est établi dans un Etat autre que la France, un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine. Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les Etats où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays.

Si les documents fournis par le candidat ne sont pas établis en langue française, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

A défaut de fourniture des pièces requises, l'offre sera rejetée et la même demande sera faite au soumissionnaire classé en deuxième position.

En cas de discordance constatée dans l'offre d'un candidat entre les indications de prix en lettres et les indications de prix en chiffres, les premières prévaudront sur les secondes.

Le pouvoir adjudicateur peut, en accord avec le candidat retenu, procéder à une mise au point des composantes du marché sans que ces modifications puissent remettre en cause les caractéristiques substantielles notamment financières du marché.

La signature de l'acte d'engagement n'est pas obligatoire lors de la remise des offres. Cependant lors de l'attribution, l'acte d'engagement devra être signé par une personne habilitée à engager la société.

ARTICLE 7. CONDITIONS MATERIELLES D'ENVOI OU DE REMISE DES OFFRES

En application de l'article R2132-7 du Code de la Commande publique, toutes les communications et tous les échanges d'informations sont effectués par des moyens de communication électronique lorsqu'une consultation est engagée ou un avis d'appel à la concurrence envoyé à la publication à compter du 1er octobre 2018.

Par conséquent, depuis le 1^{er} octobre 2018, le pouvoir adjudicateur ne peut accepter qu'un mode de transmission des candidatures et offres par voie électronique. **Les offres transmises sous format papier ne sont pas acceptées.**

Dans tous les cas, les conditions de transmission détaillées ci-dessous doivent être respectées.

7.1 Transmission obligatoire par voie électronique

En application de l'article R2132-7 du Code de la Commande publique, le mode de transmission des candidatures et offres sous format électronique sur la plate-forme de réponse aux consultations dématérialisées du SIOM de la Vallée de Chevreuse est le seul mode de transmission acceptée.

La plate-forme est accessible à partir de l'adresse suivante :

<https://siom-vallee-chevreuse.e-marchespublics.com/>

Le pli électronique comprendra impérativement les documents suivants :

Au titre de la candidature :

1/- la lettre de candidature modèle DC1, renseignée, datée et signée par une personne habilitée à engager la société. En cas de groupement d'entreprises, cette lettre de candidature devra être signée des autres membres du groupement qui donnent pouvoir au mandataire d'agir en leur nom, ou document équivalent,

2/- la déclaration du candidat, modèle DC2 (toutes les rubriques), renseignée, et les annexes requises dans l'avis d'appel public à la concurrence,

Ces formulaires DC1 et DC2 sont téléchargeables sur le site du Ministère de l'Economie, de l'Industrie et de l'Emploi, à l'adresse suivante :

<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>, rubrique « *formulaires nationaux non obligatoires* ».

3/- tout document (extrait K-Bis ou autre) permettant de s'assurer que le signataire des différentes pièces du marché est habilité à engager sa société, ou bien tout document attestant qu'il a reçu, à cet effet, délégation par une personne ayant pouvoir d'engager juridiquement la société candidate,

4/- une (ou les) attestation(s) d'assurance relative(s) aux activités exercées, en cours de validité pour l'année en cours,

5/- en cas de redressement judiciaire, le candidat devra fournir une copie du jugement l'autorisant à poursuivre son activité.

Par ailleurs, dans l'objectif d'un allègement des délais de procédure, il est conseillé de joindre les déclarations fiscales et sociales au 31/12/2021 (formulaire NOTI2 ou liasses 3666 et la déclaration URSSAF), ainsi que les pièces mentionnées aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail. Toutefois, en cas d'impossibilité, l'absence de ces documents n'entraînera ni rejet, ni pénalités.

A titre d'information complémentaire, pour les entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés ne bénéficiant pas d'un plan de sauvegarde ou de conciliation, le certificat justifiant

de la régularité de leur situation fiscale peut être obtenu en ligne à l'adresse <http://www.impots.gouv.fr> (en adhérant au service « consulter mon compte fiscal »).

Au titre de l'offre :

1/- l'acte d'engagement (et son annexe) renseigné(s), daté(s), signé(s) en original par une personne habilitée, où, en cas de groupement, par le mandataire désigné dans la lettre de candidature modèle DC1, et **revêtu(s) du cachet de l'entreprise,**

2/- le mémoire technique, comportant les éléments mentionnés à l'article 5 du présent document,

3/- un relevé d'identité bancaire ou postal

Les offres sont entièrement rédigées en langue française et libellées en euros.

Le pli électronique contenant la candidature et l'offre doit être transmis au plus tard le :

Lundi 21 Mars 2022 à 12h00, terme impératif.

Les dossiers qui seraient envoyés après la date et l'heure limites fixées ci-dessus ne seront pas retenus. **Le pli est considéré comme hors délai et il doit être rejeté.**

Si la transmission du pli a commencé avant la fin du délai, mais s'est achevée après ce délai et si une copie de sauvegarde a été reçue dans ce délai elle doit être ouverte.

Il est rappelé, que :

- les candidats ont la possibilité de télécharger un dossier de consultation et/ou de répondre par voie électronique pour les marchés dont les liens « Dossier » et « Dépôt » sont accessibles.
- toute modification du dossier de consultation fait l'objet d'un envoi de message électronique à l'adresse e-mail qui a été indiquée lors du téléchargement du dossier. Il est donc nécessaire de vérifier très régulièrement les messages reçus sur cette adresse.
- la responsabilité de l'acheteur public ne saurait être recherchée si le candidat a communiqué une adresse erronée, s'il n'a pas souhaité s'identifier, ou s'il n'a pas consulté ses messages en temps et en heure.
- Seules les candidatures et les offres communiquées par l'intermédiaire de ce site seront acceptées.
- Pour toute question relative à l'utilisation de la plate-forme, les candidats peuvent contacter directement le service aux utilisateurs au **01 72 36 55 48.**
- En vertu de l'arrêté du 14 avril 2017 relatif aux fonctionnalités et exigences minimales des profils d'acheteur, le candidat qui effectue à la fois une transmission au format physique électronique (clé USB par exemple) ou sur support papier, à titre de copie de sauvegarde, doit faire parvenir cette copie dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres. Cette copie doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible : « copie de sauvegarde ».
- La copie de sauvegarde ne peut être ouverte que dans les cas prévus à l'article 2 II de l'arrêté du 27 juillet 2018 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde, à savoir, lorsque la candidature ou l'offre électronique :
 - o contient un programme informatique malveillant (ou « virus ») ;
 - o est réceptionnée hors délai, si l'acheteur dispose d'éléments tangibles

- montrant que le pli a commencé à être transmis avant l'échéance de fermeture de la remise des plis et si la copie de sauvegarde est, elle, parvenue dans les délais ;
- n'a pas pu être ouverte par l'acheteur
- En cas d'appel d'offres ouvert ou de concours ouvert, si une candidature transmise par voie électronique est rejetée, en application des articles L2152-1 à L2152-4 du code de la commande publique, l'offre correspondante est effacée des fichiers du pouvoir adjudicateur, sans avoir été lue. Le candidat en est informé. Si la transmission électronique était accompagnée d'une copie de sauvegarde, cette dernière est détruite, sans avoir été ouverte.

Certificat de signature électronique :

Les opérateurs économiques peuvent signer électroniquement les pièces de leur dépôt en présentant un certificat de signature électronique. Ce certificat doit être délivré par une autorité de certification accréditée et permettre de faire le lien entre une personne physique et le document signé électroniquement. L'outil de signature est fourni par la plate forme E-marchespublics.com. (Cependant, l'entreprise peut utiliser son propre outil de signature).

Conformément à l'arrêté du 12 avril 2018 relatif à la signature électronique dans la commande publique, à compter du 1er octobre 2018, il faut acheter une signature électronique au minimum avancée reposant sur un certificat qualifié, conforme au règlement eIDAS.

Sont autorisées :

- soit la signature électronique avancée avec certificat qualifié (niveau 3) ;
- soit la signature électronique qualifiée (niveau 4).

Les certificats RGS peuvent être utilisés au-delà du 1er octobre 2018, le temps de leur validité. L'arrêté du 12 avril 2018 relatif à la signature électronique laisse expressément la possibilité d'utiliser un certificat de signature électronique de type RGS. En effet ce texte dispose que les certificats qualifiés de signature électronique délivrés en application du texte précédent à savoir l'arrêté du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique demeurent régis par ses dispositions jusqu'à leur expiration

Des certificats de signature électronique sont commercialisés par des prestataires de services de confiance qualifiés définis. La liste publiée par l'ANSSI, pour la France, facilite la prise de connaissance des prestataires : <https://www.ssi.gouv.fr/administration/visade-securite/visas-de-securite-le-catalogue/>

Les catégories de certificats de signature reconnues par la plate-forme e-marchespublics.com sont celles de la PRISV1, dont la liste est publiée à l'adresse suivante : <http://www.industrie.gouv.fr/tic/certificats/>

Ces certificats devront appartenir soit :

- A la liste tenue à jour par la DGME consultable ici : (recommandé)
<http://references.modernisation.gouv.fr/liste-des-offres-r%C3%A9f%C3%A9renc%C3%A9es>
- A la liste européenne tenue à jour par la commission européenne consultable ici :
http://ec.europa.eu/information_society/policy/esignature/eu_legislation/trusted_lists/index_en.htm

Attention : si le certificat n'est pas référencé sur les 2 listes ci-dessus, ou si l'opérateur économique utilise son propre outil de signature, celui-ci doit permettre la vérification de la validité de la signature et de l'intégrité du document, et ce, gratuitement, en fournissant l'adresse du site Internet du référencement du prestataire par le pays d'établissement, et l'adresse permettant d'accéder à l'outil de vérification. Ces informations doivent être

fournies sur un document séparé sous la désignation « A propos de la signature ».

Les formats de signature acceptés à partir du 01/10/2012 sont XADES, CADES, PADES, PKCS#7 (.p7s).

Pour pouvoir faire une offre électronique, l'entreprise doit s'assurer de répondre aux pré-requis techniques de la plateforme E-marchespublics.com (voir le site <http://www.e-marchespublics.com>)

Il est recommandé aux candidats de ne pas transmettre leur offre en « dernière minute » et de s'être assurés par un test préalable qu'ils maîtrisent bien le mode de fonctionnement de la plate-forme.

Un auto-test est accessible depuis l'espace privatif de chaque entreprise sur la plate-forme. Le support téléphonique de la plate-forme n'intervient plus dans l'heure précédant la date limite de dépôt.

Il est conseillé aux candidats de respecter les recommandations suivantes :

- les formats des fichiers envoyés ne pourront être que : .doc / .rtf / .pdf / .xls
- ne pas utiliser certains formats, notamment les ".exe", les formats vidéo.
- ne pas utiliser certains outils, notamment les "macros"
- tous les fichiers envoyés devront être traités préalablement à l'anti-virus.
- faire en sorte que l'offre ne soit pas trop volumineuse,
- tous les fichiers envoyés devront être traités préalablement à l'anti-virus, à charge de l'entreprise candidate. Les offres contenant des virus feront l'objet d'un archivage de sécurité. Ces offres seront donc réputées n'avoir jamais été reçues et les candidats en seront informés dans les plus brefs délais.

Attention, un zip signé ne vaut pas signature de chaque document du zip, et une signature manuscrite scannée n'a pas d'autre valeur que celle d'une copie et ne peut remplacer la signature électronique.

Les candidats sont informés que l'attribution du marché pourra donner lieu à la signature manuscrite d'un marché papier.

Rappel : Pour chaque document sur lequel une signature est exigée, la signature doit émaner d'une personne habilitée à engager le candidat. Cette personne est soit le représentant légal du candidat, soit toute autre personne bénéficiant d'une délégation de pouvoir ou de signature établie par le représentant légal du candidat.

Déroulement de la remise d'une candidature ou d'une offre en ligne :

A partir de l'interface proposée, cliquer sur le lien « Dépôt » dans la liste des avis.

Lors de la première visite, vous devez vous identifier. Lors des suivantes, il suffit d'indiquer le nom d'utilisateur et le mot de passe validés par la plate forme.

Première étape, vous pouvez vérifier les pré-requis techniques et juridiques liés à la remise d'une offre en ligne. Pour une première utilisation, il est recommandé d'effectuer une simulation en amont, proposée par la plateforme.

Aucun logiciel n'est requis pour cette application, en dehors de la compatibilité de votre poste avec java (version 1.6 minimum). Un auto-test est accessible sur la plate-forme dans le menu « Aide / Pré-requis » de votre espace privatif.

7.2 Transmission sur support papier d'une copie de sauvegarde

Une copie de sauvegarde peut être transmise sous format papier. Les candidats transmettront ou remettront leur candidature et leur offre sous pli cacheté à l'attention du Président du SIOM, qui portera les mentions suivantes :

**« PROCEDURE ADAPTEE RELATIVE A L'INSTALLATION ET EXPLOITATION D'UN
DISTRIBUTEUR DE BOISSONS CHAUDES POUR LE SIOM DE LA VALLEE DE
CHEVREUSE**

- NE PAS OUVRIR »

La copie de sauvegarde devra être adressée par pli recommandé avec avis de réception postal ou par tout moyen permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de réception, ou remise contre récépissé à l'adresse postale indiquée à l'article 2.5 du présent document.

Les plis contenant la candidature et l'offre doivent être transmis dans les mêmes délais indiqués à l'article 7.1.

**HORAIRE D'OUVERTURE DU SIOM POUR LES PLIS REMIS CONTRE RECEPISSE :
Du lundi au vendredi, de 9h00 à 12h00 et de 13h30 à 17h30**

Les dossiers qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées ci-dessus ainsi que ceux remis sous enveloppe non cachetée, ne seront pas retenus.

La copie de sauvegarde comprendra impérativement les mêmes documents que ceux cités à l'article 7.1.

ARTICLE 9. ABANDON DE LA PROCEDURE

Le pouvoir adjudicateur informe les candidats qu'il se réserve le droit de mettre fin à la présente consultation, à tout moment de la procédure, pour tout motif d'intérêt général et sans indemnisation des candidats.

ARTICLE 10. NEGOCIATION

Le SIOM se réserve la possibilité de mener des négociations avec les soumissionnaires, en application de l'article R2123-5 du code de la commande publique, ayant présenté les meilleures offres. Le nombre des soumissionnaires invités à la négociation ne pourra être inférieur à deux, sauf si le nombre de soumissionnaires ayant présenté une offre est inférieur à ce nombre.

Si le pouvoir adjudicateur décide de recourir à une phase de négociation, il en avise par écrit les candidats admis et invite les participants à la négociation à adresser leur offre définitive par courrier. La date d'émission de cet avis est la date d'ouverture des négociations.

Trois jours au moins et 15 jours au plus après la date d'ouverture des négociations, le représentant du pouvoir adjudicateur clôt la phase de négociation.

ARTICLE 11 . RAPPEL SUR LES PROCEDURES DE RECOURS

Pour mémoire, les délais d'introduction de recours sont les suivants :

- Référé pré contractuel prévu aux articles L551-1 à L551-12 du code de justice administrative (CJA) et pouvant être exercé avant la signature du marché.
- Référé contractuel prévu aux articles L551-13 à L551-23 du CJA et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R551-7 du CJA
- Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du marché est

rendue publique

➤ Instance chargée des procédures de recours :

Tribunal administratif de Versailles, 56 Avenue de Saint-Cloud, 78011 VERSAILLES,
tél.:01-39-20-54-00, télécopieur:01-39-20-54-87 ; courriel : greffe.ta-versailles@juradm.fr
; adresse internet : <http://versailles.tribunal-administratif.fr/>

➤ Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

Greffe du Tribunal administratif de Versailles, 56 Avenue de Saint-Cloud, 78011
VERSAILLES,
tél.:01-39-20-54-00, télécopieur:01-39-20-54-87 ; courriel : greffe.ta-versailles@juradm.fr
; adresse internet : <http://versailles.tribunal-administratif.fr/>